

Dialogue CTA sur l'intégration « Travailler – Donner sa chance, saisir sa chance » : bilan intermédiaire positif

L'Etat et l'économie veulent utiliser et favoriser le potentiel que représente la population migrante

Communiqué de presse, 26 janvier 2015, **EMBARGO: 26 janvier 2015 – Début de la conférence de presse**

Lundi, les partenaires du dialogue instauré en octobre 2012 par la Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA) sur l'intégration « Travailler – Donner sa chance, saisir sa chance » ont dressé un bilan intermédiaire positif. Depuis le début de ce dialogue, l'Etat, les associations d'employeurs et les partenaires sociaux de plusieurs branches économiques se sont attelés à différents projets en vue de tirer un meilleur parti du potentiel que représentent les migrants vivant en Suisse et de favoriser leur intégration professionnelle.

Guy Morin, le président de la CTA, a résumé ainsi le bilan intermédiaire au nom des partenaires du dialogue : « Nous avons réussi à intensifier la collaboration entre le domaine public et le domaine privé pour réaliser les objectifs que nous nous étions fixés en 2012. Avec la participation d'Allpura, d'hotelleriesuisse et de swissstaffing, nous constatons avec plaisir que d'autres associations sectorielles se sont jointes au dialogue. »

Recruter davantage en Suisse

Les partenaires du dialogue veulent renforcer le recrutement de main-d'œuvre indigène, en y incluant la population migrante vivant déjà en Suisse. La présidente de la Confédération, Madame Simonetta Sommaruga, en a expliqué la raison : « Parmi ces gens, beaucoup souhaiteraient travailler, dont de nombreux réfugiés et de nombreuses personnes admises à titre provisoire. Depuis l'acceptation de l'art. 121a de la Constitution, il est encore plus important de les intégrer sur le marché du travail. Il convient, en effet, de mieux exploiter et de favoriser le réservoir de main-d'œuvre indigène ». C'est pourquoi le Secrétariat d'Etat aux migrations soutient depuis de longues années des projets visant à intégrer sur le marché du travail la population migrante qui vit déjà ici. Le dernier en date est un projet-pilote de la Croix-Rouge suisse qui sera lancé au printemps prochain. Il vise à aider les migrants, et notamment les réfugiés, à réussir leur formation au métier d'auxiliaires de santé CRS, par exemple au travers de cours de langue axés sur la pratique professionnelle et, par là, d'améliorer leurs chances sur le marché du travail.

Informations sur l'intégration fournies par l'économie

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers, a déclaré, au nom des partenaires économiques : « Le rôle de l'employeur dans le processus d'intégration est primordial ». C'est pourquoi, les organisations professionnelles et patronales recourent de plus en plus à leurs propres moyens de diffusion pour transmettre des informations sur ce sujet. De plus, les thématiques de l'intégration et de la communication interculturelle sont traitées de manière approfondie lors de formations destinées aux cadres, notamment chez GastroSuisse depuis 2013 et chez hotelleriesuisse depuis cette année. Par ailleurs, l'économie veut aussi contribuer à intégrer davantage de réfugiés sur le marché du travail, au

moyen, par exemple, de la formation « Perspektive Bau », menée dans le canton de Lucerne, de concert avec la Fédération lucernoise des entrepreneurs. Swissstaffing, pour sa part, prévoit un projet dont les grandes lignes seront concrétisées au printemps.

L'apprentissage linguistique encouragé par les employeurs

Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse, qui s'est penché sur les projets de l'économie en matière d'encouragement linguistique, a déclaré : « La langue est un facteur déterminant de l'intégration sur le lieu de travail et dans la vie quotidienne. » Il a évoqué le projet pilote des partenaires sociaux du secteur principal de la construction « L'allemand sur le chantier ». Comme en 2014, près de 400 travailleurs suivront cette année des cours de langue axés sur la pratique. Pour autant que la demande soit suffisante, le projet sera étendu à la Suisse romande en 2015. Les partenaires sociaux de l'hôtellerie et de la restauration augmentent le nombre de leurs cours de langue dispensés dans le cadre du programme de qualification de base « Progresso ». Les partenaires du dialogue ont rédigé ensemble un dépliant énumérant des conseils pour les PME pour les encourager à soutenir l'apprentissage linguistique de leurs collaborateurs allophones dans leur travail quotidien.

Formation professionnelle et intégration des réfugiés sur le marché du travail

Pour exploiter le réservoir de main-d'œuvre indigène, les partenaires du dialogue ont défini deux axes prioritaires. C'est ce qu'a indiqué Jean-Michel Cina, président de la Conférence des gouvernements cantonaux. D'une part, ils veulent s'assurer que l'offre de formation professionnelle pour adultes tienne compte des besoins de la main-d'œuvre peu instruite et de la population migrante vivant déjà en Suisse : « En effet, pour obtenir un diplôme, il faut avoir suffisamment de connaissances linguistiques et être capable d'apprendre seul, autant d'obstacles que beaucoup ne peuvent franchir sans soutien. » D'autre part, il y a lieu d'intégrer davantage de réfugiés et de personnes admises à titre provisoire sur le marché du travail. « Les cantons examineront avec la Confédération les modalités susceptibles de lever les obstacles administratifs actuels (simplification des procédures pour ce qui des autorisations de travail et de stage, par exemple) », a précisé Monsieur Cina. Enfin, les partenaires du dialogue se sont déclarés prêts à prendre sciemment en compte les candidatures de ce groupe cible.

Villes et communes : montrer l'exemple

Tel est la voie prônée par Kurt Fluri, président de l'Union des villes suisses. Il estime que, pour des raisons de politique sociale, il faut parvenir à mieux intégrer les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire sur le marché du travail : « Lorsqu'elles le peuvent, les villes et les communes devraient montrer l'exemple. Car elles sont elles-mêmes des employeurs d'une importance non négligeable, notamment dans les domaines de la santé et des soins ainsi que du nettoyage et de l'entretien », fait-il remarquer au nom de l'Association des Communes Suisses. De plus les politiques et les industriels locaux devraient échanger leurs vues sur les questions liées à l'intégration, comme le perfectionnement professionnel. Dans l'idéal, ce dernier agirait comme un moteur de l'intégration : « Lorsqu'on prend conscience de pouvoir apporter de nouvelles compétences, on s'engage aussi davantage au travail et dans la société! ».

De plus amples renseignements sur le dialogue CTA sur l'intégration « Travailler – Donner sa chance, saisir sa chance » peuvent être consultés sur le lien ci-après : www.dialogue-integration.ch/au-travail

Renseignements :

Information et communication, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) : 058 465 78 44

Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers USAM : 079 285 47 09

Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse (UPS) : 079 220 52 29

Sandra Maissen, secrétaire générale de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) : 079 507 01 77

Kurt Fluri, président de la commune de Soleure et président de l'Union des villes suisses (UVS), également au nom de l'Association des Communes Suisses (ACS) : 079 415 58 88.